
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. LXIV.

Du Jeudi 27 Août 1789.

DANS le grand nombre d'adresses & de délibérations dont il a été fait mention, on a distingué celles des habitants de la ville de Martel, qui offrent à l'assemblée nationale l'hommage de leurs corps & biens, avec l'entière renonciation des privilèges dont ils jouissent dans le vicomté de Turenne; du Mur de Barrés, portant reconnaissance de ce qu'elle a renversé le colosse féodal; de la ville de Moulins, pour la prier de sanctionner la formation d'un régiment qu'elle a levé dans son enceinte; de celle de Dunkerque, portant que les officiers municipaux ont été présents au serment des troupes; de la ville de Coutances, qui donne les plus fortes assurances de soutenir la constitution qui sera faite; de Cahors, Nîmes, Tonnerre, Toulouse, Albi, Gaillac; de la sénéchaussée de Saintonge, de Saint-Jean d'Angeli; des trois ordres de la gouverne de Lile, toutes portant adhésion aux décrets de l'assemblée nationale.

Il a été fait encore mention d'une adresse des bénédictines de Saint-Fargeau, par laquelle elles supplient l'assemblée nationale de les conserver au moment de la suppression générale.

Tome II.

A a

Après la lecture des procès-verbaux de plusieurs séances précédentes, on a mis à la discussion l'article XXII du projet du sixième bureau, qui porte :

« La contribution publique étant une portion retranchée de la propriété de chaque citoyen, il a le droit d'en constater la nécessité, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi & d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement & la durée ».

M. Duport a d'abord proposé un amendement en ces termes : *par lui-même ou par ses représentans*, à ajouter après ces mots, *il a le droit*, & on l'a adopté unanimement.

Le second amendement tendoit à retrancher ces mots : « la contribution publique étant une portion à retrancher de la propriété de chaque citoyen » ; il a été mis à la discussion.

M. Perisse du Luc a dit que cette phrase présente des idées fausses & dangereuses aux citoyens sur la définition de la nature de l'impôt. La portion du revenu ou des productions, donnée pour la sûreté publique est, disoit-il, une dette & un remboursement ou un échange de services, or payer ce qu'on doit n'est pas un retranchement de sa propriété, & c'est faire un larcin à la république de ne pas acquitter cette dette. Il n'y a que trop de ces citoyens qui déguisent leur revenu pour échapper à une juste contribution ; en présentant cette idée de retranchement, ils y verront des moyens d'éluder la contribution ; ils croiront ne faire que conserver. Ne jettons pas nos concitoyens dans des erreurs dangereuses par des expressions hasardées ; le paiement du tribut est une dette légitime à acquitter ; le corps national a le droit imprescriptible de le percevoir pour l'intérêt & la sûreté de tous, & les citoyens sauront enfin que c'est faire un véritable larcin au corps national de ne pas lui payer la dette sacrée de la contribution publique.

Après ces idées très-justes sur la nature des contribu-

tions nationales, M. Perisse a proposé un projet de rédaction en deux articles conformes à ce principe.

M. Robert-Pierre a représenté avec énergie des principes très-vrais, sur le droit qu'a la nation de faire seule la loi de l'impôt ; il a prouvé que la rédaction du sixième bureau & de M. Perisse n'exprimoit pas suffisamment les droits de la nation en matière d'impôt, & qu'elle les altéroit au contraire. La loi de consentir l'impôt, disoit-il, suppose le droit de faire la loi de l'impôt, au lieu que l'article 22 ne donne à la nation qu'une espèce de *veto*. Cependant le principe étoit reconnu avant que la nation eût repris le pouvoir législatif ; aujourd'hui que ce pouvoir ne peut pas lui échapper, son droit est-il donc de se borner à examiner & à consentir l'impôt, ou bien doit-elle faire la loi ? Quant à la définition qui doit être donnée de l'impôt, je l'appellerai une portion de la propriété des citoyens mise en dépôt & en commun pour les besoins publics. Ainsi il est impossible d'exprimer les droits de la nation, sans parler de la formation de la loi qui lui est dévolue.

Un curé proposoit de dire que l'impôt est une émanation de la propriété de chaque citoyen ; enfin l'assemblée délibérant sur cet amendement, a retranché cette phrase inutile & dangereuse, mais au moment qu'on alloit mettre à l'opinion les diverses rédactions proposées, M. de la Chaize a observé que dans une déclaration des droits on ne devoit pas parler de la nation ni de ses droits, mais plutôt les renvoyer à la constitution à laquelle ils sembloient appartenir davantage.

Cette observation a été accueillie, & l'article 22 du sixième bureau a été presque unanimement adopté avec quelques corrections ; le voici :

A R T. X I I I.

» Chaque citoyen a le droit par lui même ou par ses représentans de constater la nécessité de la contribution

publique ; de la consentir librement , d'en suivre l'emploi & d'en déterminer la quotité , l'assiette , le recouvrement & la durée ».

La discussion s'est établie ensuite sur l'article 23 , relativement à la responsabilité des agens publics , à la suite duquel est celui que concerne la division des pouvoirs.

Après que M. Périssé du Luc a eu rappelé la précédente rédaction qui renfermoit cet article , M. le chevalier Alexandre de Lameth a proposé un article qui remplaçoit les articles 23 & 24 de la déclaration du fixième bureau , il a représenté à l'assemblée qu'il étoit du plus grand intérêt de prononcer d'une manière formelle la distinction & la séparation des pouvoirs , séparation sans laquelle il n'est point de liberté , puisque le despotisme n'est autre que la réunion des pouvoirs dans une même main. D'après ce principe il a proposé l'article suivant.

« La liberté publique exige que les différens pouvoirs publics soient distincts & séparés , & que tous les agens du pouvoir exécutif soient responsables de leur conduite & comptables de leur administration ».

Sans doute toute nation qui veut être riche d'une bonne déclaration des droits , doit poser l'idée féconde & sublime de la distinction des pouvoirs ; c'est ce qu'a fait sentir de nouveau M. duport , en proposant une autre rédaction. M. Bouche n'avoit compris dans sa rédaction , que l'article 23 , de la responsabilité des agens publics.

M. de la Chaise a alors élevé la question de savoir si la distinction des pouvoirs devoit entrer dans la déclaration des droits ; il pensoit que c'étoit un objet purement relatif à la constitution.

M. le comte de Montmorenci a très-bien défendu l'opinion contraire , en prouvant qu'il n'y avoit pas de garantie pour les droits du citoyen , sans la distinction des pouvoirs. M. Target pensoit que cet objet terminoit noblement & convenablement la déclaration , & que le premier

article de la constitution n'en feroit que le développement. Il a proposé un projet de rédaction, qui comprenoit les articles XXIII & XXIV du sixième bureau.

Les avis étoient partagés parmi les orateurs, M Duquesnoi insistoit pour le renvoi de ces deux articles à la constitution. » Il est évident, disoit-il, que vous ne vous occupez que des droits de chacun contre tous, & non de tous contre chacun, dans la déclaration que vous faites ».

Suivant M. Ruebell, il falloit dire que les droits de l'homme en société ne seroient assurés qu'autant que les pouvoirs seroient divisés, & les agens publics responsables, puis venoit M. de Bavilaubois qui renvoyoit ces objets à la constitution. Cette variété d'opinions étoit augmentée par une nouvelle rédaction que M. de Redon proposoit, en disant que c'étoit la distribution sagement combinée de divers pouvoirs, qui assureroit l'exécution de la loi & la garantie des pouvoirs.

M. l'archevêque d'Aix insistoit beaucoup pour que les dispositions des deux articles XXIII & XXIV fussent insérées dans la déclaration. Il distinguoit les principes & les formes de la constitution, la responsabilité des agens publics, considérée comme principe, devoit être énoncée dans la déclaration, parce que la responsabilité est un droit acquis à chaque citoyen, dont les biens ou revenus sont administrés. La responsabilité considérée comme moyen, doit faire partie de la constitution; c'est à elle à décider à quel degré & par quelle forme ils seront responsables. Quant à la distinction des pouvoirs, il est certain que tous les législateurs l'ont fait, & cette déclaration est fondamentale; c'est un droit du citoyen, que les pouvoirs qui les régissent soient distincts, il faut donc l'énoncer dans la déclaration, mais la manière de le diviser appartient à la constitution.

M. Dandré insistoit pour que l'on s'occupât au plutôt

de la constitution, & M. de Clermont-Lodève observoit que tout homme a droit de ne pas faire partie d'une société où les agens publics ne feroient pas responsables, & où les pouvoirs ne feroient pas divisés. M. Mounier appuyoit la rédaction de M. de Lameth, & faisoit sentir que la déclaration des droits devoit contenir tous les principes propres à diriger à l'avenir la législation. Enfin, après plusieurs débats sur les divers rédactions qui avoient été proposées, on est revenu à l'article XXIII qui a été adopté unanimement : il est conçu en ces termes.

A R T. X I V.

» La société a le droit de demander compte à tout agent public, de son administration ».

Nous voilà enfin parvenus au dernier article du projet du sixième bureau; il étoit digne de l'assemblée nationale de consacrer ce premier principe. De tous les gouvernemens trouvés par Montesquieu, la distinction & distribution des pouvoirs, principe second qui est pour la constitution politique ce que la gravitation newtonienne est pour le système du monde. C'est par cette idée lumineuse que la puissance publique s'établit, s'étend, se distribue & se conserve, & que les peuples peuvent opérer enfin des constitutions.

L'article étoit mis à la discussion, M. l'abbé Grégoire proposoit de dire, que la sûreté publique exigeoit que les pouvoirs fussent séparés. Ces droits des citoyens ne peuvent être garantis, disoit M. l'évêque de Rhodéz, que par une distribution exacte des pouvoirs. M. Target proposoit une autre rédaction, M. Robert-Pierre vouloit que l'on déclarât n'y avoir lieu de délibérer. M. Chapellier trouvoit que l'article XXIV du sixième bureau étoit d'un style d'observation & de note, & qu'un droit ne devoit pas être ainsi énoncé. Il proposoit de déclarer que la liberté des citoyens exige que les différens pouvoirs publics soient

distincts & déterminés. M. Bouche substituoit le mot *bonne* au mot *véritable* en parlant de la constitution, mais M. de Lally, qui avoit déjà observé que la séparation des pouvoirs étoit un principe trop sage & trop tutélaire pour n'être pas exprimé fortement dans la déclaration, éloignoit les discussions sur les termes, en rejetant toutes les épithètes qu'on vouloit donner à la constitution.

Il n'y a de digne de ce nom sacré de constitution, s'écrioit-il, que les gouvernemens où les pouvoirs sont séparés & leur actions déterminées.

On est allé aux voix sur la rédaction du sixième bureau qui a été adoptée ; la voici :

A R T. X V.

« Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée n'a pas une constitution ».

C'étoit peut-être le cas de clore provisoirement la déclaration des droits, sauf à y ajouter d'autres articles à mesure qu'ils se présenteroient dans le cours des débats sur la constitution, & de se presser ainsi d'arriver à cet objet si désiré par tout le royaume. un empire est encore bien loin d'une constitution, quand il n'y a qu'une déclaration des droits.

On a proposé cependant d'y ajouter quelques articles intéressans ; dans ce nombre paroïssoit devoir entrer le droit qu'a tout citoyen de corriger la constitution. M. le Montmorency a démontré avec la plus grande précision, les motifs qui doivent porter l'assemblée à déclarer ce droit essentiel que la marche rapide des abus, la tendance de tous les corps à usurper le pouvoir, & l'action destructive du temps rendent nécessaires à établir s'il est convenu, disoit-il, que ce droit doit être exercé. Il est désirable qu'il le soit par des moyens légaux & paisibles, prévus par la constitution & garantis par elle. Il ne faut pas que le peuple puisse gémir long-temps d'un mauvais ordre des choses, ou que l'impossibilité du remède ne lui laisse alors

que le choix du découragement ou de l'insurrection ; il proposoit l'article suivant :

« Comme l'introduction des abus & l'intérêt des générations qui se succèdent, nécessitent la révision de tous établissemens humains, un peuple a toujours le droit de revoir & de réformer sa constitution ; il est bon d'indiquer des moyens paisibles & constitutionnels pour l'exercice de ce droit.

Ces principes étoient aussi purs qu'incontestables, mais on a cru que ce n'étoit pas le moment d'entamer cette question, qui, suivant M. le baron de Gessé, de Foucault, Madier & quelques autres, devoit faire partie de la constitution.

En conséquence, il a été décidé, qu'il n'y a pas lieu à délibérer, quand à présent, sur l'article proposé par M. de Montmorenci.

M. Duport a proposé ensuite un nouvel article sur la propriété ; il seroit aussi long que monotone de répéter des discussions élevées sur les mots *juste* & *préalable indemnité* ; M. de Frondeville vouloit qu'on y ajoutât *équivalente* ; ce mot paroïssoit à certains être un pléonasme ; le mot *juste* paroïssoit trop vague dans la législation, & M. l'évêque de Dijon trouvoit destructif de la propriété l'article proposé par M. Duport, comme un moyen conservateur ; mais l'assemblée a cru que les termes dans lesquels cet article est conçu, sont une preuve évidente du respect qu'elle ne cessera de porter aux droits sacrés des propriétés, base des empires & des constitutions.

A R T. X V I.

» La propriété étant un droit inviolable & sacré, nul ne peut être privé de la sienne, que quand la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment & sous la condition d'une juste & préalable indemnité ».

On soufcit à Paris chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.